



La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi

*A bas la défense nationale !
A bas les heures supplémentaires pour la guerre !*

CHASSONS DALADIER PAR LA GREVE GENERALE !



Les déclarations plus ou moins tonitruantes des dirigeants cégétistes, socialistes ou staliniens ne signifient pas du tout que ces gens-là sont pour la défense des 40 heures :

Comme toujours, les plus timorés sont les socialistes. Dans le Populaire, Blum n'a pas caché ses raisons : comme on ne peut pas remplacer Daladier par un ministre allant de Marin à Thorez, une crise ministérielle aurait de graves conséquences internationales, alors ne compliquons pas trop la tâche à Daladier. En même temps, le Populaire avoue que Pomaret n'a fait que reprendre des textes préparés par Sérol et Ramadier, ses prédécesseurs.

Les staliniens, entraînant la direction de la C.G.T., sont plus virulents. Incontestablement, ils visent à remplacer Daladier, Bonnet et Marchandeu par une autre équipe qui leur convienne mieux en politique extérieure. Contre l'équipe actuelle, Duclos tente de dresser « la masse des radicaux », invoquant « toute la tradition du parti radical d'être aux côtés des petites gens dans la lutte contre les oligarchies ». Ils ne veulent pas lutter contre l'offensive capitaliste, ils veulent seulement monnayer les heures supplémentaires... au meilleur taux pour la bureaucratie soviétique.

Ni les uns ni les autres ne veulent défendre vraiment les 40 heures. Daladier le sait qui continue l'offensive menée en faveur du capital.

Ils ne veulent pas défendre les 40 heures, sinon ils ne laisseraient pas tomber les dockers de Marseille, qui luttent contre les heures supplémentaires ; ils soutiendraient la bataille des mineurs ; ils mobiliseraient les fonctionnaires, les services publics ; en un mot, ils engageraient une bataille d'ensemble.

Les travailleurs ne peuvent compter sur aucun des dirigeants politiques ou syndicaux, acoquinés dans le Front populaire aux radicaux. Tous ces « chefs » sont pour la défense nationale ; ils ont préparé l'agression actuelle en faisant battre les métallos parisiens en avril dernier, en acceptant à cette époque les 45 heures dans l'aviation.

Pour lutter contre la misère qui s'étend par la vie croissante et le chômage grandissant, pour briser les organisations fascistes qui se développent librement, pour faire reculer le danger de guerre, il n'y a qu'un

seul et unique moyen : la lutte acharnée des travailleurs contre l'offensive du capitalisme. La défaite de l'impérialisme français, tel doit être l'objectif des travailleurs de ce pays.

Une bataille d'ensemble peut seule assurer la victoire : c'est la GREVE GENERALE qu'il faut préparer, dont les « chefs » ont même peur de prononcer le nom. La grève générale avec pour objectif le CONTROLE OUVRIER sur les entreprises, contrôle de tous les services des entreprises, afin de déjouer toutes les manœuvres auxquelles le patronat se livre aujourd'hui pour démoraliser les travailleurs.

Il faut, pour mener une telle bataille, créer des organismes appropriés. Pour la diriger, coordonner les efforts, les impulser, contrôler tous et chacun ; l'organisme qui

chaque fois s'est révélé le plus apte, c'est le CONSEIL D'ENTREPRISE, élu par tous les travailleurs de l'entreprise et constamment contrôlable et révocable par eux.

L'ennemi de classe a créé des troupes, les armées ; ce n'est pas pour rien que Daladier a libéré les cagouleurs et il ne faut pas se faire d'illusion sur la justice et la police républicaines. Il faut leur opposer des organisations ouvrières aptes au combat : LES MILICES OUVRIERES.

Les travailleurs n'ont pas à entrer dans les combinaisons des couloirs du Parlement et des antichambres ministérielles. Daladier s'attaque à eux ; Thorez, Blum et Jouhaux prétendent les défendre. La grève générale, pour chasser Daladier du pouvoir ! Et que les ouvriers surveillent les Jouhaux, Thorez et Blum en les mettant au pied du mur.

LES CRIMES DE STALINE

Le "Procès" du P.O.U.M. est commencé

AVEC LA COMPLICITÉ DU REFORMISME, DE L'ANARCHO-SYNDICALISME ET AUTRES DEMOCRATES DE LA REPUBLIQUE D'AZANA, LE STALINISME SE PREPARE A ASSASSINER LES DIRIGEANTS DU C.E. DU P.O.U.M. : ANDRADE, GORKIN, GIRONELLA, etc...

A BARCELONE, le procès tant de fois annoncé depuis un an et demi, renvoyé par manque de « preuves » et d'une SITUATION FAVORABLE, vient de commencer après la dernière crise du Gouvernement Negrin, résolue sous le chantage du stalinisme et en faveur de celui-ci...

Les garanties demandées par toutes les organisations d'avant-garde et même par le parti socialiste (S.F.I.O.) assurant la défense aux accusés, n'existent pas dans ce procès. Aucune réponse n'est encore parvenue de l'Ambassade d'Espagne concernant la demande de passeport faite par un groupe d'anciens miliciens membres du P.O.U.M. pour se rendre au procès du P.O.U.M.

Seule, UNE ACTION DE LA CLASSE OUVRIERE et de son AVANT-GARDE peut sauver les camarades du Comité Exécutif du P.O.U.M., menacés d'être assassinés par la justice du Guépéou du stalinisme, dans la légalité de la république démocratique.

IL FAUT ORGANISER UNE MANIFESTATION DEVANT L'AMBASSADE DU GOUVERNEMENT NEGRIN A PARIS, demander le passage en Espagne pour une DELEGATION OUVRIERE, et la suspension du « procès », tant que les garanties, accordées même dans les pays démocratiques bourgeois, dont le Gouvernement de Barcelone se réclame, ne seront pas données aux accusés. MAIS POUR CELA, IL EST URGENT DE REALISER UN FRONT UNIQUE

DE TOUTES LES ORGANISATIONS PROLETARIENNES REVOLUTIONNAIRES.

Nous publions dans ce numéro de « La Commune » la première partie de l'acte d'accusation contre le P.O.U.M., formulé par le « Tribunal central d'Espionnage et de haute trahison », afin que chaque militant connaisse la monstrueuse machination de la préparation des assassinats « légaux » du stalinisme, contre des militants révolutionnaires.

Que chaque prolétaire comprenne la gravité du moment : AUJOURD'HUI, C'EST EN ESPAGNE, DEMAIN EN FRANCE, etc... COMME CELA A ETE ET EST CHAQUE JOUR EN RUSSIE... (Suite page 2.)

L'AFFAIRE KLÉMENT

La presse s'occupe enfin de l'affaire Klement, mais sous un angle qui n'est évidemment pas destiné à faire la clarté sur les agissements du Guépéou en France et dans le monde contre les partisans de la IV^e Internationale.

Le corps de Klement a-t-il été retrouvé ? Nous n'avons aucun élément précis de détermination. En ce qui concerne le témoignage de notre camarade Jeanne Martin devant le juge d'instruction, celle-ci nous demande de démentir toutes sortes de propos que lui attribue la presse. Des photos lui ont été présentées, il ne lui a pas été possible de reconnaître dans le cadavre le corps de Klement ; à cela se sont bornées ses déclarations au juge.

Ultimes manœuvres

*La guerre est-elle pour demain ?
C'est assez peu probable, pour le moment
du moins.*

Il semble en effet qu'on assiste plutôt à une immense partie de poker qu'à l'exécution d'un plan de guerre immédiat. De part et d'autre apparaissent bon nombre d'indices qui permettent de penser qu'on en est encore au stade de l'intimidation.

Les grandes manœuvres allemandes, les questions posées par les diplomates allemands aux pays voisins : « Que feriez-vous en cas de guerre ? », le récent discours de Hess, la préparation grandiose du Congrès de Nuremberg, les visites d'Hitler à Kehl, etc., tout cela sent un peu le théâtre, la volonté d'impression beaucoup plus que celle de passer à l'attaque brutale imprévue, seule capable d'assurer un bon point de départ sur le terrain.

De l'autre côté, les discours de Roosevelt, de Hull, de John Simon, etc., etc., traduisent également bien davantage le souci d'intimider l'adversaire que celui de se battre. D'admirer serait-il passé aussi à l'attaque des 40 heures s'il avait cru la guerre là ?

Les manœuvres de poker ne sont pas finies, elles pourraient même aller jusqu'à des troubles sérieux en Tchécoslovaquie et même jusqu'à une certaine intervention allemande... Rien ne dit qu'Hitler ne veuille pas, en effet, avant de traiter, avoir pris certaines assurances et poussé le désarroi plus loin. Le jeu est évidemment dangereux mais Hitler sait bien que Londres hésitera à déclencher un conflit mondial et sera toujours prête à intervenir pour un armistice immédiat.

Hitler sait aussi que, malgré le chauvinisme déferlant en France, les masses ne sont pas tellement pressées d'aller passer le Rhin pour empêcher les Sudètes de changer d'exploiteurs et permettre aux usines Skoda de rester sous la coupe de Schneider. La diplomatie française est du reste absolument à la remorque de Londres et le duel est en fait entre Hitler et Chamberlain...

Evidemment, ces possibilités ne veulent pas dire que la guerre ne puisse surgir ces prochains jours du développement des événements : le capitalisme ni ses dirigeants ne sont maîtres des contradictions du régime et des conséquences de ces contradictions. En cherchant bien, on trouverait aussi de chaque côté un « parti de la guerre » considérant celle-ci comme susceptible de mettre un terme à des difficultés économiques et politiques accumulées. Ce « parti de la guerre », bien que minoritaire dans chaque clan, peut être appelé par les événements à jouer un rôle occulte décisif, et cela aussi est un danger.

Si la guerre ne sort pas immédiatement de la situation, il serait erroné de croire que le compromis devant intervenir consolidera la paix. Ce compromis ne sera qu'une étape, un nouveau point de départ pour le conflit mondial. Le renforcement de l'influence allemande en Europe Centrale, pas plus que l'installation de Mussolini aux Baléares, ne consolideront la paix. La lutte continuera plus âpre entre les groupes opposés, et la guerre se rapprochera en fait chaque jour.

Les prolétaires, victimes de la paix et de la guerre capitalistes, vont-ils continuer à suivre les chefs traîtres de la II^e et de la III^e Internationales, qui associent leur sort à celui de l'impérialisme « national » ?

Les ouvriers français vont-ils comprendre ? Vont-ils à temps se rappeler les paroles de Raymond Lefebvre : « La Révolution ou la Mort ! » ?

LES CRIMES DE STALINE

(Suite de la première page)

Comme on le verra, l'acte d'accusation du procureur général d'espionnage et de haute trahison est basé principalement SUR UN DOCUMENT « TROUVE » SUR LE FASCISTE GOLFIN...

Les agents du stalinisme, suivant les principes de la justice des amalgames sanglants des « procès » de Moscou, transportés en Espagne au nom d'une nouvelle démocratie antifasciste, veulent démontrer que, dans le document de Golfin, LES NOTES SE RAPPORTANT A « N » indiqueraient le camarade Nin, principal accusé dans ce procès, ET PORTE COMME FUGITIF alors qu'il est CONNU DANS LE MONDE ENTIER que Nin a été assassiné et que son cadavre mutilé a été retrouvé dans une rue de Madrid...

Ce document Golfin a servi à Max Rieger pour son livre : « Espionnage en Espagne », qui constitue toute la tram einfame du stalinisme pour assassiner légalement Andrade et les autres dirigeants du C.E. du P.O.U.M. (Nous avons parlé de ce livre dans « La Vérité », revue théorique du parti.)

Dans toutes ses déclarations devant les juges, le fasciste Golfin a déclaré à plusieurs reprises

que « si le document pouvait être authentique, les passages constituant des accusations contre le P.O.U.M. avaient été ajoutés »...

Il n'y a pas longtemps qu'un tribunal d'espionnage a condamné GOLFIN A MORT. LA SENTENCE FUT CONFIRMÉE PAR LE CONSEIL DES MINISTRES DE LA REPUBLIQUE DE BARCELONE, ET EXECUTÉE, LE 25 JUIN.

Voilà après quels monstrueux procédés d'inquisition les agents du Guépéou de Staline en Espagne ont ouvert le « procès » contre le C. E. du P.O.U.M., qui ne manquera pas de soulever l'indignation de la classe ouvrière mondiale.

LE CADAVRE DU FASCISTE GOLFIN, FUSILLÉ AVANT LE PROCES, DE MEME QUE LE CADAVRE DU REVOLUTIONNAIRE ANDRÉS NIN, assassiné par le Guépéou à Madrid, doivent servir comme preuve de culpabilité d'espionnage et de haute trahison, contre Andrade et les autres dirigeants du C.E. du P.O.U.M., que le Guépéou n'a pas PU FAIRE DISPARAITRE DANS LES CAVES DE LA POLICE, COMME LES BOLCHEVIKS - LENINISTES WOLFF, MOULIN, TOSCA, et tant d'autres militants révolutionnaires assassinés en Espagne...

Acte d'accusation du P.O.U.M.

AU TRIBUNAL CENTRAL
D'ESPIONNAGE ET HAUTE TRAHISON
CONCLUSIONS PROVISOIRES

Première

a) Peu de temps après le 18 juillet 1936, le parti politique dit « Parti Ouvrier d'Unification Marxiste » (P.O.U.M.) commença sous la direction de son Comité Exécutif une très intense propagande démagogique au moyen de laquelle, sous prétexte de désaccords de doctrines avec toutes les organisations politiques et ouvrières qui depuis le jour cité s'opposèrent les armes à la main à l'armée insurgée, on attaquait durement les dites organisations, la République et son Gouvernement Central, ainsi que les Gouvernements autonomes de la Catalogne et de l'Euzkadé (Basque). La ligne générale de sa propagande ou le programme défendu par le P.O.U.M. était la suppression de la République et de ses Gouvernements démocratiques par la violence et l'instauration d'une dictature du prolétariat exercée par les ouvriers et les paysans, qui devait légitimement tomber dans les mains des membres du P.O.U.M. Dans ce but, à part les meetings et l'usage des diverses stations émettrices de radiodiffusion installées à Barcelone et dans divers autres lieux, le Parti en question utilisait une copieuse presse quotidienne et hebdomadaire qui paraissait en Catalogne, Levante, Castille, Aragon et autres régions espagnoles et même sur les différents fronts, comme celui de l'Aragon où le P.O.U.M. avait quelques-unes de ses milices. Cette presse était inspirée par le journal « LA BATALLA », organe central du parti, édité à Barcelone, et dont les articles de fond et doctrinaux étaient reproduits par « Juventud Comunista », organe de la Jeunesse Communiste Ibérique...

... Etp endant que tout ceci se passait à Barcelone et dans d'autres localités catalanes — avec des répercus-

sions à Valence, Gandia, Barbastro, etc. — la 29^e Division, formée dans son immense majorité par des membres ou sympathisants du P.O.U.M., sous le commandement d'un des dirigeants du Parti, l'inculpé ROVIRA, et dont le Corps des Officiers était aussi composé par des individus du même parti, abandonnait les positions qu'elle occupait devant l'ennemi sur le front d'Aragon et marchait sur Barbastro, Binefar, Lérida et autres localités, où les miliciens poumistes, avec d'autres incontrôlés qui abandonnèrent également le front, commirent toutes sortes d'excès et semèrent la terreur parmi les paysans de la région pendant les journées des 5, 6 et 7 et les suivants du dit mois de mai. Et cela jusqu'à ce que le Gouvernement de la République envoie des forces d'autres fronts pour occuper la brèche ouverte par l'abandon de la Division 29 et maîtriser ses bataillons. En coordination avec ces faits, à Barcelone, dans la Caserne Lénine, résidence de la 131^e Brigade Mixte formée par le P.O.U.M., les forces de cette dernière s'unirent le 4 mai aux groupes insurgés de la rue. Tous ces faits répercutèrent notablement sur la situation militaire de la République en faveur des armes ennemies et mit la Catalogne et le reste de l'Espagne loyale au bord d'une intervention directe des puissances européennes, en particulier de l'Italie, intervention qui aurait mis fin au Gouvernement républicain et l'aurait remplacé par celui des généraux rebelles, car, comme le disait la presse internationale, « le Généralissimo Franco est le seul qui puisse en Espagne former un Gouvernement d'ordre qui soit une garantie de paix en Europe ». Tout cela rehaussait le prestige des rebelles à l'étranger, diminuait celui du Gouvernement de la République et aidait efficacement la propagande internationale contre le peuple espagnol qui était représenté comme incapable de se gouverner lui-même.

(Suite au prochain numéro.)

La mort de LÉON SEDOFF

LETTRE DE LÉON TROTSKY

au juge d'instruction chargé de l'enquête

Dans la lettre adressée par Trotsky au juge d'instruction chargé d'enquêter sur la mort de Léon Sedoff, lettre dont nous publions la traduction, Trotsky démontre de façon péremptoire que la mort de Sedoff est un crime du Guépéou.

Depuis six mois, la justice française piétine dans cette affaire, comme dans toutes celles où intervient le Guépéou. Voici un an, fut assassiné Ignace Reiss, qui, après des années au service du Guépéou, rompit pour « revenir à Lénine ». Son assassinat fut préparé à Paris, réalisé en Suisse : la police et la justice françaises ont laissé échapper des participants au crime contre rançon versée par l'ambassade soviétique.

Les crimes du Guépéou contre les militants révolutionnaires ne resteront cependant pas impunis. Le prolétariat se guérira du stalinisme, il châtiera les assassins.

A Monsieur PAGENEL,
Juge d'Instruction.

Monsieur le Juge,

J'AI reçu ce matin de mes avocats des rapports officiels relatifs à l'enquête préliminaire et aux considérations des médecins experts sur la mort de mon fils, Léon Sedoff, survenue le 16 février 1938. Dans un cas aussi important et aussi tragique, je considère de mon droit de parler avec une complète franchise, sans aucune retenue diplomatique. Les documents transmis m'ont frappé d'étonnement par leurs réticences. L'enquête de la police, aussi bien que les rapports des médecins experts, suivent nettement la ligne de moindre résistance. Dans cette voie, la vérité ne saurait apparaître.

Les médecins experts parviennent à la conclusion que la mort de Léon Sedoff peut être expliquée par des causes naturelles. Cette conclusion, dans les circonstances données, est absolument vide de sens. Toute maladie peut, dans certaines conditions, mener à la mort. D'un autre côté, il n'y a pas de maladie, ou presque aucune maladie qui doive nécessairement aboutir à la mort exactement à un moment donné. L'enquête judiciaire n'a pas à s'exercer sur un problème théorique, à savoir, si une maladie donnée a pu aboutir par elle-même à la mort, mais doit s'exercer sur une question pratique, à savoir : si quelqu'un a, de propos délibéré, aggravé la maladie ou profité de la maladie dans le but d'en finir avec Léon Sedoff le plus rapidement possible.

(Suite page 5.)



Chronique syndicale

L'indépendance du syndicalisme et la défense des 40 heures



La bourgeoisie française, par le truchement de son conseil d'administration : le Gouvernement, a posé une question : la suppression de fait des 40 heures, qui permet d'apprécier, de manière très précise, ce que signifie la formule « indépendance du syndicalisme » et à qui en fin de compte elle rend service.

Au Bureau confédéral et à la C.A. de la C.G.T., se trouvent les représentants des deux tendances « Vie Ouvrière » et « Syndicats », les « colonisateurs » et ceux qui leur résistent au nom de l'« indépendance du syndicalisme ». Où se trouve la différence entre les uns et les autres pour la défense des 40 heures ? Cherchez... et vous ne la trouverez pas. Les uns et les autres, partisans de la défense nationale, acceptent des dérogations, des heures supplémentaires, mais avec quelques conditions pour tenter de sauver la face devant les ouvriers.

Mais, dira-t-on, ce n'est pas chez ceux-là que vous trouverez les véritables partisans de l'« indépendance du syndicalisme ». Cependant, c'est tout de même avec ces Belin et ces Dumoulin que les rédacteurs du Libertaire et Chambelland de la Révolution prolétarienne proposent aux militants révolutionnaires de faire un bloc. C'est bien avec ce Dumoulin qui, pour faire le rassemblement maximum, met en dehors de sa motion « la question de la guerre et de la défense nationale » (Syndicats, 31 août 1938). Pour cette opération, Dumoulin a monté une autre combinaison, un « Centre d'Action syndical contre la Guerre », qui est accessoirement une machine de guerre contre le stalinisme, mais qui est en premier lieu une couverture du Bureau confédéral contre le développement d'une opposition révolutionnaire.

Passons donc aux oppositions partisans de l'« indépendance du syndicalisme » et voyons leur attitude en face de l'offensive gouvernementale contre les 40 heures. Elles dénoncent l'aggression gouvernementale, ce qui est fort bien. Mais après, quelles propositions concrètes ? Quels moyens effectifs soumettent-elles aux ouvriers ?

Dans le Libertaire, on trouve les termes : action directe. Mais en lisant bien soigneusement, on ne voit qu'une seule et unique proposition : la C.G.T. doit reprendre son indépendance vis-à-vis du Front populaire.

Les camarades du Réveil Syndicaliste, beaucoup plus énergiques dans leur dénonciation de la politique de la C.G.T., s'étant affirmés contre les deux clans bureaucratiques, trébuchent également dans une absence de conclusion : « la C.G.T. doit se dégager du cadavre puant de cette formation parlementaire (le Front populaire) ». Ils ne voient pas d'autre solution qu'une lutte parlementaire dans les cadres de la C.G.T. pour redresser le mouvement ouvrier.

En respectant ce qu'on appelle l'« indépendance du syndicalisme », Juin 36 propose aux ouvriers de défendre dans leurs syndicats le mot d'ordre de grève générale d'avertissement de 24 heures. Sans beaucoup connaître la littérature marxiste sur le mot d'ordre de grève générale, les dirigeants du P.S.O.P. auraient pu tirer une leçon des grèves générales que nous avons eues en France depuis 4 ans (12 février 1934, juin 36, 18 mars 1937 pour la région parisienne). Une grève générale de 24 heures, aujourd'hui, ne peut pas avertir la bourgeoisie de la force ouvrière, mais de son ju-

Chez les fonctionnaires

Les dirigeants syndicaux préparent la capitulation

Le discours de Daladier ne comporte pas seulement une attaque contre les 40 heures et les lois sociales acquises en Juin 36, mais il fixe aussi la position du gouvernement par rapport aux revendications des fonctionnaires. On y trouve, en effet, l'affirmation que « traitements, pensions et retraites ont conservé, dans l'ensemble, à peu de choses près, leur valeur d'avant guerre ». Et, plus loin, Daladier indique sa volonté de procéder à la révision des dépenses publiques.

Ce qui ne saurait signifier, en clair, autre chose que la volonté bien arrêtée du Gouvernement, d'une part, de n'accorder aucune augmentation aux fonctionnaires et, d'autre part, de « rationaliser » les services publics par des suppressions d'emplois, des retards dans l'avancement, etc...

A cette nouvelle attaque, c'est Charles Laurent qui, dans « La Tribune », répond, en démissionnant la position des dirigeants de la Fédération. Sans doute, il relève dans le discours de Daladier les phrases que nous signalons, mais quels mots d'ordre d'action propose-t-il ? Aucun. Tout au plus écrit-il qu'un refus de faire droit à nos revendications « entraînera dans les services publics un conflit d'une extrême gravité ». Ce n'est guère compromettant, au moment où l'on se refuse, par ailleurs, à préparer la grève et où l'on se refuse même à en parler. Il est, d'ailleurs facile de comprendre pourquoi Charles Laurent est si discret sur un conflit éventuel entre les fonctionnaires et le gouvernement. C'est, comme il l'écrit, parce qu'il craint « des convulsions que certains de nos voisins escomptent déjà ». En un mot, il rejoint tous les dirigeants réformistes et staliniens de la C.G.T. et est surtout préoccupé de sauvegarder la « paix sociale » en vue de l'union sacrée de demain.

Si les fonctionnaires n'y prennent garde, la position de leurs dirigeants les conduira tout droit à la capitulation. Déjà, en juin, les Laurent et Cie se sont employés de toutes leurs forces à briser la volonté de lutte des camarades de la base, déclarant qu'une action serait inopportune et qu'il convenait de la remettre après les vacances. Un peu plus tard, au Congrès de Nantes du S. N. des Instituteurs, Delmas, exprimant la pensée des dirigeants de la Fédération, déclarait qu'il ne saurait être question de parler de grève avant le 15 novembre, car il fallait attendre la rentrée des Chambres la reprise des pourparlers, etc... La tactique des bureaucrates est simple : retarder, sous des prétextes divers, l'heure de l'action, essayer de décourager les camarades, se refuser à toute préparation de la grève générale des Services publics et prétexter ensuite le manque de combativité des fonctionnaires pour accepter les propositions gouvernementales quelles qu'elles soient.

C'est aux syndiqués de base qu'il appartient, dès maintenant, de préparer l'action qu'ils imposeront à leurs dirigeants : grève générale des Services publics au mois d'octobre pour la revalorisation des salaires.

gulement par les bureaucraties syndicales. Une grève générale de 24 heures n'avertirait rien... sauf des régions où des défaillances ouvrières se produiraient.

Le mot d'ordre qui est à l'ordre du jour, c'est celui de la grève générale. Les bureaucraties ne veulent pas de la bataille, ce n'est qu'à leur corps défendant, quand elles ne pourront faire autrement et pour endiguer le mouvement, qu'elles pourront à la rigueur donner ce mot d'ordre. En fait, c'est comme en juin 1936 par une généralisation de grèves que la grève générale se produira. Pour préparer ce mouvement, pour qu'il ne soit pas étouffé dans les tuyaux bouchés de l'appareil de la C.G.T., il faut aussi préparer les organismes susceptibles de conduire la lutte, c'est-à-dire les Conseils d'entreprises et d'en assurer la protection, les milices ouvrières.

Dans tout cela, il n'est plus question pour les travailleurs d'« indépendance du syndicalisme » ; il se pose à la classe ouvrière le problème de la lutte pour le pouvoir...

La lutte des dockers de Marseille

(Suite de la page 3)

Des camarades me demandent d'expliquer mieux ce geste intraduisible en paroles ; pour que le lecteur comprenne, je vais le tenter : il voulait dire, brutalement, camarades, « Vous l'avez dans le ... »

La défaite fut acceptée par les chefs seulement. Pourquoi ?

Il faut connaître les dockers, qui sont des révoltés naturels, qui ne se laissent pas facilement dompter.

En effet, dans la journée du lundi, sur presque tous les chantiers, ils refusèrent d'appliquer le nouveau règlement. Mais leur lutte est sourde, individualiste, c'est-à-dire : pas d'accord entre tous les chantiers, pour une lutte ouverte et commune, qui seule peut balayer la clique dirigeante des traîtres et faire triompher leur intérêt.

Et c'est là que les dockers doivent comprendre, pour triompher dans les luttes futures.

Dans la mesure où ils s'organiseront en comités de chantier, pour l'étude des problèmes, sans faire la distinction entre syndicaux et politiques, par une discussion libre à la base de tous les problèmes, et pour pouvoir agir rapidement : par la liaison constante entre tous les chantiers. C'est dans cette mesure seulement qu'à l'intérieur du Syndicat comme au dehors, ils pourront s'affranchir plus rapidement aussi bien de l'exploitation de l'acconier que de leurs chefs qui les trahissent.

La manifestation de Wagram

bel exemple de combativité prolétarienne

La rue avait un caractère de combativité des grands jours. Sarraut fit barrer l'avenue Wagram de cordons de gardes à cheval et à pied. La vue des chevaux, leur approche, leurs premiers pas pour refouler la foule, créèrent une grande agitation dans la masse des travailleurs présents. Une grande combativité se manifesta, et l'on peut affirmer que la charge de cavalerie prévue dut être arrêtée par les chefs de police, la résistance des ouvriers aurait entraîné une véritable bataille.

La foule resta sur place et garda la rue devant les chevaux ; chacun des mouvements du service d'ordre était accompagné de huées et de chants. De « Marseillaise », il n'était pas question !

Des petits groupes discutaient. Marceau Pivert était rentré à Wagram demander la parole... et le refus n'avait pas tardé. Des groupes se formaient, discutaient. Des staliniens tentaient d'empêcher la discussion et entonnaient en chœur : « Laissez-les tomber... » Mais aucune violence, bien que l'assistance fut en majeure partie composée de travailleurs influencés par ce qui fut le Parti Communiste.

La sortie du meeting s'effectua en de petites manifestations. « Démission Daladier »... « Pour la grève générale »... Mais des groupes se formaient qui tiennent tête à la police, chantant, et, çà et là, brandissant le poing... Jusqu'à une heure du matin, ces groupes chantent les refrains révolutionnaires, soutenant le combat avec les flics. Ces groupes étaient composés d'ouvriers communistes.

Les flics avaient des ordres... Ils ne réagissent pas. Aussi, un groupe d'une cinquantaine d'ouvriers se détache d'un trottoir et se dirige pour rompre un barrage de flics.

Courte bagarre, brutalités habituelles, la force reste au nombre, mais passablement de képis volèrent.

De semblables bagarres ont une signification ; elles expriment la combativité existant dans une couche importante de travailleurs, malgré le baillon stalinien. Les meetings de Wagram ont une signification ; les traîtres feront bien de ne pas trop jouer avec la soupape de sûreté !

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures

36, rue du Château-d'Eau, 36

La trahison des chefs

POUR être syndiqué, l'homme qui va vendre ses forces à l'acconier (patron du port) est obligé d'avoir six mois de présence consécutive sur un chantier.

Cela a permis la formation d'une bureaucratie syndicale qui impose ses lois et que l'ouvrier docker révolutionnaire a du mal à combattre, surtout depuis la stalinisation de cette bureaucratie.

Celui qui manifeste un autre point de vue que la clique dirigeante, se voit mettre immédiatement à l'index et comme l'embauche se fait tous les jours en présence d'un délégué (presque toujours stalinien), l'ouvrier docker révolutionnaire est obligé souvent de se taire pour pouvoir gagner sa croûte de pain.

Au cap Pinède : un gars explique ses souffrances et crie sa haine contre le patronat ; il cite un cas typique d'exploitation : nous avons, d'après les lois sociales, droit à 6 jours de congé payé après 90 jours de travail dans l'année. Je n'ai pu faire seulement que 88 jours. Aucune faute de ma part dans ceci, et je n'ai plus aucun droit à faire valoir mes jours de congé payé parce qu'il a plu à l'acconier de bien calculer à son profit. Des faits semblables se reproduisent souvent. Que fait la direction syndicale contre cela ? Rien.

Le Comité de Soutien des Dockers a édité au deuxième jour de sa formation un tract dont les lecteurs de « La Commune » ont pris connaissance la semaine dernière. Il fut accueilli favorablement par les dockers ; des délégués sur lesquels l'influence stalinienne n'a pas encore de prise vinrent même s'expliquer avec nous, mais il restèrent sur la position : « en dehors du syndicat, rien à faire ».

Pour avoir la conscience plus tranquille, un des leurs téléphona au Secrétaire syndical Gagnaire.

Comme par hasard, ce dernier se trouva ce jour-là à Marseille et non dans l'antichambre du Ministre, à Paris, comme les journaux réactionnaires ont essayé de l'insinuer : après s'être fait lire le contenu de notre tract, il répondit textuellement : « Il est bien, mais ne vous mêlez pas à cela, ce sont des organisations d'extrême-gauche. »

Nos indépendants syndicalistes « ne se mêlèrent pas à cela » et permirent ainsi une trahison plus facile, mais l'« unité » syndicale fut sauvée.

Après le discours de Daladier dans lequel ce dernier démontra sa nette volonté de briser coûte que coûte la résistance des dockers par l'emploi à nouveau de l'armée, notre comité décida d'appeler les dockers à manifester le dimanche matin à la Joliette.

« Fraternisation avec les Sénégalais et opposition implacable aux flics et à la garde mobile », tels étaient nos mots d'ordre, inscrits dans le tract suivant :

DIMANCHE PROCHAIN, VA-T-ON ENVOYER LES SENEGALAIS A LA JOLIETTE

Le discours de DALADIER annonce l'attaque réactionnaire contre les 40 heures. Les Dockers de Marseille se trouvent à l'avant-garde de la lutte. Le premier choc, ce sont eux qui l'auront à subir de la part du Gouvernement réactionnaire DALADIER. Dimanche dernier, on a envoyé des soldats sénégalais pour remplacer les Dockers. Le Syndicat a protesté. Mais le gouvernement reculera-t-il devant la protestation platonique ?

Seule, la force ouvrière saura imposer le respect des volontés des Dockers.

Il importe d'être vigilant pour dimanche prochain.

IL FAUT SE RENDRE EN MASSE DIMANCHE MATIN A LA JOLIETTE POUR MANIFESTER ET EMPECHER L'EMPLOI EVENTUEL DE LA TROUPE.

L'attitude des Dockers sera l'attitude consciente des prolétaires : **ILS FRATERNISERONT** avec les soldats sénégalais qui sont en service commandé, embrigadés au service de

l'Impérialisme Français et qui ne se rendent pas compte de ce qu'on leur fait faire.

Mais vous manifesterez votre hostilité implacable aux flics et à la garde mobile, chiens de garde de la bourgeoisie.

Seule, la force ouvrière vous donnera raison.

Tous dimanche matin sur la Joliette !

Les Dockers sont et resteront maîtres sur les quais !

LE COMITE DE SOUTIEN AUX DOCKERS (Solidarité - Informations)

Distribué le samedi matin, à plusieurs milliers, notre tract eut un grand écho dans la couche la plus exploitée de Marseille ; nombreux furent les dockers qui répondirent : « c'est sûr qu'on va y aller, on en avait d'ailleurs l'intention ». Ils nous démontrèrent ainsi que nous touchions juste, notre appel était compris par tous les camarades.



Mais cela dérangerait la direction syndicale qui s'essayait depuis plusieurs jours à trouver une solution pour laisser tomber le mouvement.

Brutalement, appelée par le préfet, la délégation syndicale dut entendre ceci : Comment, au moment où l'« affaire » s'arrange, vous envoyez des agitateurs qui créent la perturbation sur « notre port » !

Les bureaucrates protestèrent de leur bonne foi, en même temps qu'ils conçurent une grande colère contre ceux qui venaient contrecarrer leur projet de trahison.

Quelques heures après, avec une vivacité qui ne fut jamais employée contre les patrons et les fascistes, ils rédigèrent l'infâme tract suivant dans lequel ils essayaient de nous assimiler avec les forces réactionnaires :

SYNDICAT GENERAL DES OUVRIERS DES PORTS ET DOCKS DES AGENTS DE MAITRISE SYNDICAT GENERAL

16, boulevard des Dames, 16

CAMARADES DOCKERS, ATTENTION AUX PROVOCATEURS !

Depuis le début de notre beau mouvement de protestation qui est suivi à 100 % par toutes nos organisations, une secte de provocateurs essayent de jeter le trouble et la confusion dans nos rangs, par une distribution de tracts dans tous les chantiers, en premier lieu le P.S.F. et le P.P.F., en deuxième lieu, le fameux Comité de soutien et d'entraide aux Dockers.

CETTE BANDE DE CANAILLES TROTSKISTES et AUTRES SECTES D'INDIVIDUS, Agents du Fascisme et du Patronat, qui ne représentent personne, veulent démolir notre Organisation par des appels à l'émeute qui seraient graves de conséquences pour notre corporation, et pour toute la classe ouvrière de notre pays. Devant cet appel à la provocation, le Syndicat des Dockers et le Syndicat des Agents de Maîtrise vous invitent à ne pas répondre à l'appel lancé par les tracts ; et en particulier celui de ce matin, qui est d'une gravité exceptionnelle, en vous demandant de molester la force publique. Devant de telles provocations, vous garderez tout votre calme et votre discipline en faisant échec à ces tristes individus, et de leur faire une conduite comme ils le méritent.

Notre victoire n'est certaine que dans le calme et la discipline, comme vous l'avez si bien continué jusqu'à ce jour, et en aucune circonstance, le Syndicat des Dockers n'a eu besoin des conseils de personne, moins encore, de la part des provocateurs, et qu'il saura prendre toutes ses responsabilités en temps voulu, pour ne pas se laisser ravir les avantages acquis.

Nous faisons appel aux délégués de faire vigilance et de mettre en garde tous leurs camarades contre les individus qui travaillent contre leurs intérêts, et qui n'ont qu'un but : Désagréger notre mouvement.

Ce tract, du plus pur style Guépéou, préparait la capitulation honteuse, de tous les « chefs » dans la soirée du même jour, devant le décret gouvernemental. Les 7 noms apposés au bas de l'ignoble papier devront bientôt rendre des comptes au prolétariat du Port.

Notons qu'ils se retrouvèrent avec « Marseille-Soir » et « Le Soleil » journaux fascistes, qui nous attaquèrent également de la façon suivante :

Pour étrangler la lutte de classe, ces gens s'allieront avec n'importe quel.

« Aujourd'hui, des meneurs ont fait distribuer un appel invitant les travailleurs à se rendre dimanche à la Joliette sous le prétexte d'un comité de secours. Il serait question de s'opposer au déchargement des navires. »

(Le Soleil.)

« Comme, d'autre part, les agitateurs professionnels, sous le couvert d'un prétendu comité de secours aux dockers, avaient invité, dès hier matin, par tracts, les travailleurs marseillais à se masser à la Joliette pour manifester afin d'empêcher le débarquement des navires, il était nécessaire qu'il assurât l'ordre par tous les moyens. »

(Marseille-Matin.)

« Quant aux autorités responsables, il leur faudra prendre dès demain matin des mesures énergiques pour assurer l'ordre. Des agitateurs font, en effet, sous le couvert d'un prétendu comité de secours aux dockers, distribuer un appel invitant les travailleurs à se porter demain à la Joliette pour empêcher le débarquement des navires. »

(Marseille-Soir.)

Dans la soirée du samedi, les dockers, qui espéraient une explication des « responsables », cherchèrent en vain où pouvait avoir lieu l'assemblée générale annoncée sur les chantiers.

Mais les bureaucrates avaient déjà commis la faute, tout dernièrement, et ils se gardèrent bien de recommencer. Comment ! des assemblées générales ! où ils n'obtiennent pas une seule voix sur leurs propositions ! Cela serait bête de continuer ainsi. Voyons ! La démocratie ouvrière. Ah ! oui ! une fois de temps en temps, mais cela est trop dangereux, car les ouvriers pourraient s'organiser pour les ficher à la porte, ils préfèrent bien mieux la démocratie de M. Daladier, c'est plus rassurant pour leur place.

Ce n'est que le lendemain dimanche que les dockers apprirent par les journaux qu'il avait été décidé SANS EUX la reprise du travail pour le jour même, aux conditions fixées par MM. Pomaret et De Monzie (augmentation de 10 % d'un côté, suppression du tarif, des heures supplémentaires, par l'organisation de 3 équipes de l'autre côté).

Les combinards syndicaux avaient trouvé la solution pour amortir le choc auprès des gars ; ils avaient accepté les conditions imposées pour la reprise normale du travail, sous réserve... de discuter à nouveau dans les antichambres ministérielles.

Malgré que tout avait été préparé pour que ce dimanche-là les dockers travaillent selon la nouvelle réglementation, à La Madrague les gars refusèrent de marcher ; ce n'est qu'à la Joliette, où furent débarqués les bagages et les colis postaux, que les dirigeants syndicaux réussirent leur mauvais coup.

Mais ce fut l'amère désillusion quand, à la fin de leur boulot, les copains ne touchèrent que 61 francs au lieu de 85 des anciens dimanches. Un vif mécontentement se manifesta.

Il fallait le canaliser. Les Fannucchi, Daglio et consorts tentèrent de le faire à la réunion qu'ils convoquèrent pour le lundi, à 6 heures 30 du matin, au môle A. Ils furent hués par une grande partie des 2.000 dockers présents. Malheureusement, aucune intervention pour expliquer le mécanisme de la trahison qui se répète à l'échelle nationale sous différentes formes.

Sauf un gars qui monta à la tribune et qui, d'un geste significatif, intraduisible, mais qui en dit assez long sur la défaite acceptée par les chefs seulement.

(Suite page 4.)

LETTRÉ DE LÉON TROTSKY

au juge d'instruction chargé de l'enquête

(Suite de la page 2)

Durant le procès Boukharine-Rykov de cette année, à Moscou, il a été révélé avec une franchise cynique que l'une des méthodes du Guépéou consiste à profiter des maladies afin de donner la mort. L'ex-chef du Guépéou, Menjinsky, et l'écrivain Gorki, étaient vieux et malades ; leur mort, par conséquent, aurait pu être aisément expliquée par des « causes naturelles ». Telles furent, à l'époque, les conclusions officielles des médecins.

Cependant, au procès de Moscou, chacun a pu apprendre que les plus grands médecins, les lumières du monde médical de Moscou, avaient, sous l'instigation de l'ex-chef de la police secrète, Jagoda, hâté la mort des malades par des moyens ou des méthodes impossibles ou difficiles à déceler.

Du point de vue de la question qui nous concerne, il est presque indifférent que le témoignage des accusés soit sincère et véridique ou faux et mensonger quant aux circonstances particulières données.

Il suffit de savoir que des méthodes qui consistent à empoisonner au moyen de procédés secrets, à provoquer des infections, à causer des refroidissements et, en général, à provoquer la mort, font partie de l'arsenal du Guépéou.

Sans aller plus loin dans les détails, je prends la liberté d'appeler votre attention sur le compte rendu sténographique du procès Boukharine-Rykov, publié par le Commissariat soviétique à la Justice.

Les experts déclarent que la mort « peut » avoir résulté de causes naturelles. Naturellement, elle l'aurait pu. Cependant, ainsi qu'il ressort évidemment de toutes les circonstances du cas donné, aucun des médecins traitants ne s'attendait à la mort de Léon Sedoff. Il est clair que le Guépéou lui-même, filant chacun des pas de Léon Sedoff, ne pouvait avoir limité ses espoirs à la possibilité que des « causes naturelles » se chargent d'accomplir son travail de destruction sans une aide du dehors. Et, cependant, la maladie de Léon Sedoff et l'opération chirurgicale qu'il subit — les deux opérations — offraient des conditions exceptionnellement favorables pour une intervention du Guépéou.

UN ATTENTAT PRÉPARE CONTRE SEDOFF A MULHOUSE

Mes avocats ont mis à votre disposition, Monsieur le Juge, toutes les données nécessaires prouvant que le Guépéou considérait l'extermination de Léon Sedoff comme l'une de ses plus importantes tâches. Les autorités judiciaires françaises peuvent difficilement conserver aucun doute à ce sujet, après les trois procès de Moscou, et tout particulièrement après les révélations opérées par la police suisse et la police française, en connexion avec l'assassinat d'Ignace Reiss. Depuis assez longtemps, Léon Sedoff vivait dans un constant état de siège, siège dressé par le gang guépéoutiste, qui opère sur le territoire parisien presque aussi librement qu'à Moscou. Des assassins à gages avaient préparé un guet-apens à Léon Sedoff, à la gare de Mulhouse, où il avait été convié... guet-apens tout semblable à celui où tomba et succomba Ignace Reiss.

Seul, un hasard sauva alors Léon Sedoff, une circonstance fortuite qui l'empêcha, au dernier moment, de se rendre à Mulhouse. Les noms des criminels et le rôle qu'ils jouèrent, vous sont connus, Monsieur le Juge, et il n'est point besoin que je m'étende plus longtemps sur ce point.

Le 4 février 1937, Léon Sedoff donnait une interview à un périodique français, « Confessions », où il indiquait qu'il était en excellente santé, que sa force morale n'était pas entamée par la persécution, qu'il n'était enclin ni au désespoir, ni au suicide, et que, s'il disparaissait ou mourait soudainement, c'était « du côté de Staline qu'il faudrait en rechercher la cause ». Ce numéro de « Confessions », où cette interview avait paru, vous a été remis, Monsieur le Juge, et, ce périodique ayant disparu, je dois citer de mémoire.

L'avertissement prophétique de Léon Sedoff, qui décollait de l'observation impeccable de faits universellement connus, non contestables et d'une importance historique, cet avertissement aurait dû, à mon avis, déterminer le caractère et le cours de l'enquête judiciaire. La conspiration montée par le Guépéou pour tuer, étrangler, abattre, noyer, empoisonner ou infecter Léon Sedoff, a été un fait constant et fondamental au cours des deux dernières années de sa vie. Sa maladie n'en fut qu'un épisode. Même à la clinique, Léon Sedoff était inscrit sous le faux nom de Martin, par précaution, dans le but de rendre plus difficile, au moins partiellement, le travail des bandits qui le suivaient à la piste. Dans ces conditions, la justice n'a pas le droit de se contenter de la formule abstraite : « Léon Sedoff PEUT être mort de causes naturelles ».

Il pourrait être argué que les considérations développées ci-dessus, malgré leur poids spécifique, ne peuvent infirmer les résultats « négatifs » de l'examen médical des experts. Je me réserve le droit de revenir sur cette question dans un document que j'écrirai spécialement après avoir consulté des médecins compétents. Qu'aucunes traces de poisons n'aient été trouvées n'implique pas qu'il n'y ait pas eu empoisonnement et, dans tous les cas, cela n'implique pas que le Guépéou n'ait recouru à aucune autre mesure pour empêcher l'organisme, après la ou les opérations, de surmonter la maladie.

S'il s'agissait ici d'un cas ordinaire, dans les conditions normales de la vie, alors les conclusions des

médecins experts, tout en ne dominant pas la question, auraient pu conserver toute leur force de conviction.

Mais nous avons devant nous un cas absolument en dehors de l'ordinaire, nommément, de la mort, absolument inattendue des médecins traitants eux-mêmes, d'un exilé isolé, mort survenant à la suite d'un duel prolongé entre cet isolé et une puissante machine d'Etat, armée de ressources matérielles, techniques et scientifiques d'un perfectionnement indépassable.

TOURNANT BRUSQUE EN COURS DE GUERISON

L'examen médical formel a été, pour le moins qu'on puisse dire, inadéquat, et au-dessous de ce qu'il eût dû être, parce qu'il a négligé — ne s'est pas attaché — au moment central de l'histoire de la maladie. Les quatre premiers jours qui ont suivi la première opération furent des jours de net rétablissement dans la santé du malade, dont l'état était considéré si bon que la direction de la clinique, les jugeant inutiles, décommanda les gardes particulières. Et, cependant, durant la nuit du 13 au 14 février, le malade, laissé à lui-même, fut trouvé errant, nu et dans un état de délire, à travers les corridors et les offices de la clinique. Est-ce que ce fait monstrueux ne mérite pas l'attention des experts ?

Si des causes naturelles ont mené au tragique dénouement (ont mené et non pas « peuvent » avoir mené), alors comment et par quoi expliquer l'optimisme des médecins traitants, optimisme qui eut pour conséquence que le malade fut laissé complètement sans surveillance au moment le plus critique ? Il est naturellement possible d'essayer de réduire la chose à une erreur de pronostic et à un manque de soins. Mais, je prends note que, dans tous les matériaux de l'enquête, je veux dire dans les trois rapports déposés à divers titres par différents experts, il n'est même pas fait mention d'une erreur médicale possible ni d'un manque de soins.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi : s'il y a eu surveillance inadéquate ou insuffisante, cela n'amène-t-il pas forcément à la conclusion que les ennemis de Léon Sedoff, qui ne le perdaient jamais de vue, ont pu utiliser cette situation favorable pour leurs fins criminelles ?

La direction de la clinique a essayé, il est vrai, de dresser une liste des personnes qui ont été en contact avec le malade. Mais que vaut ce témoignage, si le patient a eu la possibilité, sans que la direction ni le personnel de la clinique ne s'en aperçussent, de quitter son lit et sa chambre et d'errer, sans que personne fût là pour l'en empêcher, à travers les locaux de l'établissement, dans un état d'excitation délirante ?

« N'aurait-il pas tenté de se suicider ? » A DIT LE Prof. TALHEIMER

Et, par-dessus tout, je retiens que M. Talheimer, le chirurgien qui opéra Léon Sedoff, fut pris au dépourvu par les événements de cette nuit fatale. Il demanda à la femme du malade, Jeanne Martin : « Votre mari n'aurait-il pas tenté de se suicider ? ». A cette question, qui ne peut pas être éliminée de l'histoire générale de la maladie, Léon Sedoff lui-même avait répondu par avance dans l'interview de « Confessions » que nous avons citée plus haut, un an avant sa mort.

Le mauvais tournant qui se fit dans l'état du malade fut si soudain et si inattendu que le chirurgien, qui, à cet instant-là, ignorait encore complètement l'identité réelle de son patient et ses conditions de vie, se trouva aculé à recourir à l'hypothèse d'une tentative de suicide. Ce fait, je le répète, ne peut être éliminé du tableau général de la maladie et de la mort de mon fils !

On pourrait, si l'on voulait, suggérer que les suspicions de la famille et des intimes de Léon Sedoff découlent de leurs appréhensions. Mais nous avons là devant nous un médecin pour qui Léon Sedoff était un malade ordinaire, un ingénieur inconnu du nom de Martin. Par conséquent, ce chirurgien n'a pu être atteint de quelque appréhension ou souci à bases politiques. Il était uniquement guidé par les symptômes qui apparaissaient dans l'organisme du malade. Et la première réaction de ce chirurgien éminent et expérimenté, devant ce tournant inattendu dans l'état du malade, tournant inexplicable pour lui par des « causes naturelles », sa première réaction est de suspecter une tentative de suicide de la part du malade.

N'est-il pas clair, n'est-il pas d'une évidence palpable que si le chirurgien, à cet instant-là, avait connu l'identité de son malade et les conditions dans lesquelles il vivait, il se serait demandé immédiatement : « Ne serait-ce pas là l'œuvre d'assassins ? ».

Telle est précisément la question qui est posée dans toute sa force devant l'enquête judiciaire. Cette question est formulée, Monsieur le Juge, non par moi-même, mais par M. le chirurgien Talheimer, même s'il ne l'a posée qu'involontairement. Et à cette question, je ne trouve aucune réponse dans tous les matériaux fournis par l'enquête préliminaire. Je ne trouve même pas une tentative d'y fournir une réponse. Plus encore, je n'y trouve pas trace d'un intérêt quelconque pour cette question.

On est écrasé d'étonnement devant le fait que l'énigme de la nuit cruciale est restée non seulement de loin irrésolue, inexplicable, mais n'a même pas été examinée.

Tout ce temps écoulé depuis le début de l'enquête, rendant extrêmement difficile tout travail d'investigation, ne peut pas non plus s'expliquer par un simple hasard.

L'administration de la clinique a naturellement essayé d'échapper à toute enquête sur ce point, mais elle n'a pu empêcher que fût mise en lumière la négligence incroyable avec laquelle un homme gravement malade a pu être laissé sans aucune surveillance et a ainsi pu commettre un acte fatal à lui-même ou a pu être soumis à cet acte. Les médecins experts, de leur côté, n'ont pas insisté sur l'éclaircissement des événements de cette nuit tragique. L'enquête policière s'est bornée à des dépositions superficielles de personnes qui se trouvaient être coupables au moins de négligence et, par conséquent, intéressées à couvrir ces négligences. Cependant, derrière les négligences de quelques-uns, a pu agir la volonté criminelle de certains autres.

X... EST CONNU

La jurisprudence française possède la formule : Enquête « contre X... ». C'est sous cette formule qu'est conduite l'enquête sur les causes de la mort de Léon Sedoff.

Or, dans le cas donné, X... ne reste pas une « inconnue », dans le sens littéral du terme. Il ne s'agit pas ici de l'assassinat de hasard d'un passant dans un chemin écarté, par un égorgé qui s'est enfui après le meurtre.

Il s'agit ici d'un gang international bien défini, qui a déjà commis plus d'un crime sur le territoire français et qui se couvre de relations diplomatiques amicales.

Là est la raison réelle pour laquelle l'enquête sur le vol de mes archives rue Michelet, sur les persécutions contre Léon Sedoff, sur la tentative d'attentat contre lui à Mulhouse et, finalement, l'enquête présente sur sa mort, qui a déjà trainé cinq mois (*), — c'est là la raison véritable pour laquelle ces enquêtes ont failli et n'ont apporté aucuns résultats.

Cherchant à échapper à la nécessité de tenir compte des puissants facteurs et des forces politiques absolument réels qui se trouvent derrière le crime, l'enquête procède d'une fiction selon laquelle il ne s'agit que d'un simple épisode de la vie privée ; elle étiquette le criminel d'un « X » — et ne le trouve pas.

Les criminels seront découverts, Monsieur le Juge : le rayon du crime est beaucoup trop grand, un trop grand nombre d'hommes et d'intérêts, souvent contradictoires les uns aux autres, s'y sont trouvés mêlés ; les révélations ont déjà commencé, et elles découvriront que la filière d'une série de crimes ramènent au Guépéou, et, à travers le Guépéou, directement à Staline.

J'ignore si la Justice française prendra une part active dans ces révélations. Je le saluerais de tout cœur, et suis prêt, quant à moi, à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour y aider. Mais, d'une manière ou d'une autre, la vérité sera découverte !

IL Y A MORT VIOLENTE

De tout ce qui précède, il ressort que l'enquête sur la mort de Léon Sedoff n'a guère commencé, comme telle. En considération de toutes les circonstances de ce cas, et des paroles prophétiques écrites par Léon Sedoff lui-même le 4 février 1937, l'enquête ne peut, ne doit procéder que de cette prémisse, que la mort de Léon Sedoff est MORT VIOLENTE. Il y a un crime, et les organisateurs du crime sont les agents du Guépéou, les fonctionnaires retors et dénués de tous scrupules des institutions soviétiques à Paris.

Ceux qui ont perpétré ce crime sont des agents de ces agents, recrutés parmi les russes blancs émigrés, et parmi des staliniens français ou étrangers. Le Guépéou ne saurait manquer d'avoir ses agents dans une clinique russe de Paris ou dans les cercles proches à cette clinique.

Telle est la voie par laquelle, Monsieur le Juge, doit passer l'enquête si, comme j'aime à le croire, elle a pour but de découvrir le crime, et non de suivre la ligne de moindre résistance.

Léon TROTSKY.

Le 19 Juillet 1938.

Coyoacan (Mexique).
N.D.L.E. — Traduit de l'anglais, du « Socialist Appeal », numéro du 13 août 1938.

(* Note. — Plus de six mois à l'heure actuelle.

Des abonnements!

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (6 fr. 50 le No.)
3 mois 8 Fr.
6 mois 15 Fr.
1 an 30 Fr.

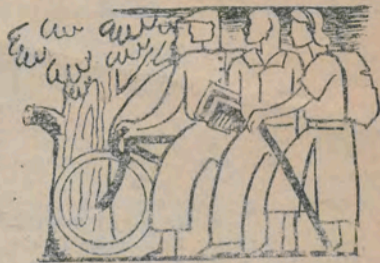
Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».

Le Gérant : A. BASTIDE.



J E U N E S S O L D A T S E T O U V R I E R S



A bas les grandes manœuvres ! A bas les périodes de réserve !

A PRES les manœuvres alpines, voici celle de Valdahon qui commencent !

Depuis quelques jours, des trains de réservistes s'acheminent vers le fameux camp, où tant de petits gars ont souffert sous la botte militariste.

Les régiments prennent position, les escadilles prennent leur vol, l'artillerie et les tanks défoncent les routes, les officiers d'Etat-major les sillonnent dans de grosses voitures, une colonne d'autobus quitte Paris pour participer au transport des troupes, la presse du soir passe de splendides clichés : « Les réservistes devant la roulante, goûtant la « bonne soupe » du régiment ». Et tout le monde de rigoler en se tapant sur les cuisses !

Les « brav' réservistes » qui hier étaient de « sales grévistes », reçoivent un bon coup de pommade dans le bos par la presse de « Défense Nationale » : Gars courageux, esprit titi de « notre » ouvrier parisien, solidité placide de « notre » paysan de France, force et enthousiasme de « notre » armée, qualité de « notre » matériel, etc...

Seuls, les ennemis du pays, les agents de l'étranger, osent s'élever contre le principe des grandes manœuvres et des périodes de réserves :

« On doit « assouplir » les 40 heures parce que, devant les Etats totalitaires qui peuvent en exiger 50 ou 60 de la part des classes travailleuses qu'ils ont écrasées, la démocratie républicaine ne peut assurer sa Défense Nationale comme il se faut.

« On doit faire 10 fois plus de grandes manœuvres parce que devant l'Allemagne qui s'exerce et l'Italie qui en fait autant, la démocratie républicaine ne peut rester dans cet état d'impréparation à la guerre.

« On doit faire les deux ans et appeler toujours plus de travailleurs pour les périodes de réserves parce que les Etats totalitaires, eux, mobilisent en permanence leurs populations et les entraînent à la guerre.

« Pour défendre efficacement la démocratie républicaine, on devra même complètement la supprimer, parce qu'en face des Etats totalitaires, elle se révèle incapable d'assurer d'une manière efficace la protection des intérêts de l'impérialisme français.

Transformons les périodes de réserves pour la guerre impérialiste en périodes antimilitaristes

Malgré vos balles de bois et vos obus de carton, combien de gars arrachés à l'usine et aux champs vont laisser leur peau ou un membre dans votre répétition générale ? Combien d'entre eux passeront devant le Conseil de Guerre ou termineront leur « période » en prison militaire ? Combien de jeunes seront blindés et intoxiqués par tout le battage nationaliste et chauvin fait autour de ces grandes manœuvres de guerre ? Combien de points marquez-vous, avec vos acolytes du Front Populaire, pour la préparation des masses à la guerre impérialiste que vous préparez ?

Car si les grandes manœuvres de Valdahon vous servent à vérifier la valeur de vos cadres et de votre matériel, elles vous servent surtout à développer l'esprit chauvin dans les masses sous le couvert de la « guerre antifasciste ».

Quelle différence y a-t-il, Raymond Guyot, entre une armée fasciste et la « nôtre », la républicaine ? Que reste-t-il de la « Démocratie » quand les ouvriers de chez Renault et les paysans du Morvan sont sous la tenue kaki et le commandement des officiers du P.S.F. et d'A.E. ?

Ces grandes manœuvres ne préparent pas la défense des intérêts des ouvriers et des paysans. Elles sont une préparation à la guerre impérialiste, une séance d'entraînement physique et moral des masses pour le prochain massacre.

« A BAS LES GRANDES MANŒUVRES DE GUERRE ! » doivent crier les travailleurs appelés pour les périodes de réserves.

CES SEANCES D'ENTRAINEMENT AU MASSACRE DES TRAVAILLEURS ENTRE EUX, LES RESERVISTES DOIVENT LES TRANSFORMER EN PERIODES D'ENTRAINEMENT POUR LE RENVERSEMENT DE LA BOURGEOISIE FRANCAISE, POUR LA PRISE DES USINES ET DES CHAMPS.

RESERVISTES ! APPRENEZ BIEN LE MANIEMENT DES ARMES AUTOMATIQUES, NON PAS POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE DE DALADIER, MAIS POUR LA PRISE DU POUVOIR, POUR LES SOVIETS EN FRANCE, POUR METTRE FIN AUX MENACES DE GUERRE EN DESARMANT CEUX QUI LA PREPARENT.

Reprenons la tradition antimilitariste des réservistes de 1927

La lutte que les réservistes menaient hier à l'usine, ils doivent la continuer au camp ou à la caserne. A l'usine, c'est l'officier du patron qu'il faut vaincre. Ici, c'est celle de l'officier contre la volonté révolutionnaire prolétarienne qu'il faut faire reculer.

Les réservistes de 1938 doivent se souvenir des actions de ceux de 1927 :

A VALDAHON, une compagnie entière refusait de monter à l'exercice. Plus de 100 réservistes se faisaient porter malades et, pour protester contre le manque d'hygiène, se laissaient pousser la barbe. Les officiers qui voulaient appliquer des mesures disciplinaires étaient obligés de céder devant la cohésion du mouvement.

A SISSONNE, 500 réservistes manifestent et délivrent quatre des leurs emprisonnés pour retard au retour de permission. Ils entourent la baraque des officiers. Un capitaine ayant menacé de faire charger les manifestants par les Indochinois fuit devant la réaction violente des réservistes.



A COETQUIDAN, à la suite de l'arrestation de deux réservistes, 500 manifestants entourent le colonel, empêchent les officiers d'intervenir, arrachent la libération des emprisonnés.

Quelques jours après, ils refusent de se lever et d'aller au travail, protestant contre la nourriture.

A BOURG-LASSTIC, la nourriture étant infecte et plusieurs réclamations aux officiers échouant, leur manifestation violente éclate. Un cortège de 700 réservistes parcourt le camp au chant de l'« Internationale ». Des soldats de l'active envoyés contre les réservistes refusent de marcher. Un réserviste est arrêté et, les gradés s'opposant à sa libération, une bagarre éclate et le prisonnier est relâché de force.

Etc., etc...

La tradition antimilitariste des réservistes doit renaitre plus forte devant la menace grandissante d'une nouvelle guerre mondiale.

Pour lutter contre la guerre impérialiste organisons les Comités de Réservistes

COMME A L'USINE, LES RESERVISTES DOIVENT CREER LEURS COMITES DE CASERNE POUR TRANSFORMER LES PERIODES IMPERIALISTES EN PERIODES ANTIMILITARISTES.

La bourgeoisie arrache les travailleurs à leur travail pour les entraîner au port du masque à gaz et aux marches forcées sous la pluie et le bombardement.

RECLAMEZ UNE ALLOCATION EGALE AUX SALAIRES PERDUS, ET PAYEE PAR LE PATRONAT.

Pour briser tout contact des ouvriers mobilisés pour les périodes avec les usines, la bourgeoisie les expédie à des centaines de kilomètres de leurs foyers :

EXIGEZ L'INCORPORATION PRES DU DOMICILE AVEC PERMISSIONS DE NUIT.

Après la fin des périodes de réserves, la lutte contre la guerre et la militarisation des classes travailleuses ne sera pas finie.

IL FAUT DEJA COMMENCER A SE GROUPEL, PRENDRE LIAISON ENTRE RESERVISTES DE MEME REGION, PREPARER LES AMICALES DE RESERVISTES qui, à la libération, organiseront la lutte contre les 2 ans, contre les périodes de réserve, contre l'Union Sacrée et la Guerre.

Notre tâche à la caserne comme à l'usine n'est pas seulement de « penser » en révolutionnaires, comme le recommande « Juin 36 » aux conscrits, mais aussi d'agir en révolutionnaires. Les réservistes qui lèveront l'étendard de la résistance à la guerre impérialiste, lèveront en même temps celui du défaitisme révolutionnaire, celui de la lutte contre les traitres au communisme, apôtres dégoûtants de la Défense Nationale.

C'est le drapeau de la IV^e Internationale.

LETTRE DE LA CASERNE

A LA 1^{ère} SECTION DE C.O.A. à TOUL

La discipline de l'armée bourgeoise donne à plein à la 1^{ère} Section de C.O.A. Les punitions tombent sur les malheureux soldats pour des motifs presque toujours insignifiants : 18 jours de prison à deux d'entre eux, coupables d'être sortis après l'appel. Ils dorment, la nuit, sur la planche, et le jour, ils doivent travailler dur, comme les autres. La nourriture est nettement insuffisante pour des hommes qui peinent, et à chaque réclamation on vous répond : « les primes sont insuffisantes, adressez-vous à Daladier ».

Rien n'est trop cher pour l'armement. La bourgeoisie ne lésine pas quand il s'agit de fabriquer des machines à tuer. Mais aux misérables exploités que sont les soldats, elle accorde de minimum indispensable pour ne pas crever de faim. Et, si un soldat révolté, dégoûté, fait preuve de la moindre négligence dans son travail, ces chiens de gradés montrent les dents et stimulent le délinquant par la menace de la prison. La voilà, l'armée du Peuple, dont parlent nos staliniens. Il n'y a pas d'amélioration, ni de « démocratisation » possible de l'armée bourgeoise. Les soldats deviendront maîtres de leur sort quand les ouvriers auront pris les usines et la direction de la société. Alors, l'armée rouge des Conseils de soldats sera au service des travailleurs, en attendant que la victoire mondiale du prolétariat rende inutile l'existence de toute armée.

Pour le moment, nous demandons :

Le retour à la loi d'un an, le prêt à deux francs, la libre lecture de la presse ouvrière aux casernes, le droit de vote et le droit à l'organisation politique.

Pour appuyer et faire aboutir les revendications des soldats travailleurs groupez-vous derrière le P.C.I.

Un groupe de soldats de la 1^{ère} Section de C.O.A.

A quand les 3 ans ?

AVEC l'avènement du Front populaire, la jeunesse ouvrière et paysanne espérait voir disparaître cette plaie terrible que constitue pour un jeune les deux ans. Mais, comme dans tant d'autres domaines, le Front populaire n'a pas répondu à cet espoir de la jeunesse. Et, non seulement les deux années d'abrutissement de la caserne ont été maintenues aussi bien par Blum que par Chautemps et Daladier, mais encore, dans le régime infect comme dans les cadres de l'armée, fascistes pour la plus grande part, il n'y eut pas le moindre changement.

Pour justifier « la nécessité » de faire plus de 40 heures, Daladier a employé comme on le sait l'argument massue des pays fascistes dans lesquels on travaille beaucoup plus de 40 heures.

Dans ces conditions, le passage où Daladier dit que, dans les pays fascistes, la durée du temps de service militaire est sans limites, veut-il nous préparer à une prolongation du temps de service à plus ou moins longue échéance ? Il est à peine besoin de souligner la gravité de cette menace.

D'ailleurs, cette menace est déjà visible depuis un certain temps. La « démocratie amie » de Tchecoslovaquie n'envisage-t-elle pas, elle aussi, depuis quelque temps déjà, de porter le service de 2 à 3 ans ?

Ainsi on voit visiblement s'opérer, avec l'approche de la guerre, le phénomène que nous avons dénoncé depuis longtemps : plus la guerre impérialiste, même étiquetée guerre des démocraties contre les fascismes, est proche, plus les « démocraties », dans leurs mesures et leurs systèmes, restent aux pays fascistes.

MM. Daladier et Cie veulent « remettre la France au travail » pour ensuite la mettre sous l'uniforme bleu horizon.

Les 2 ans sont insuffisants pour M. Daladier ? Aux jeunes travailleurs, ils sont de trop !